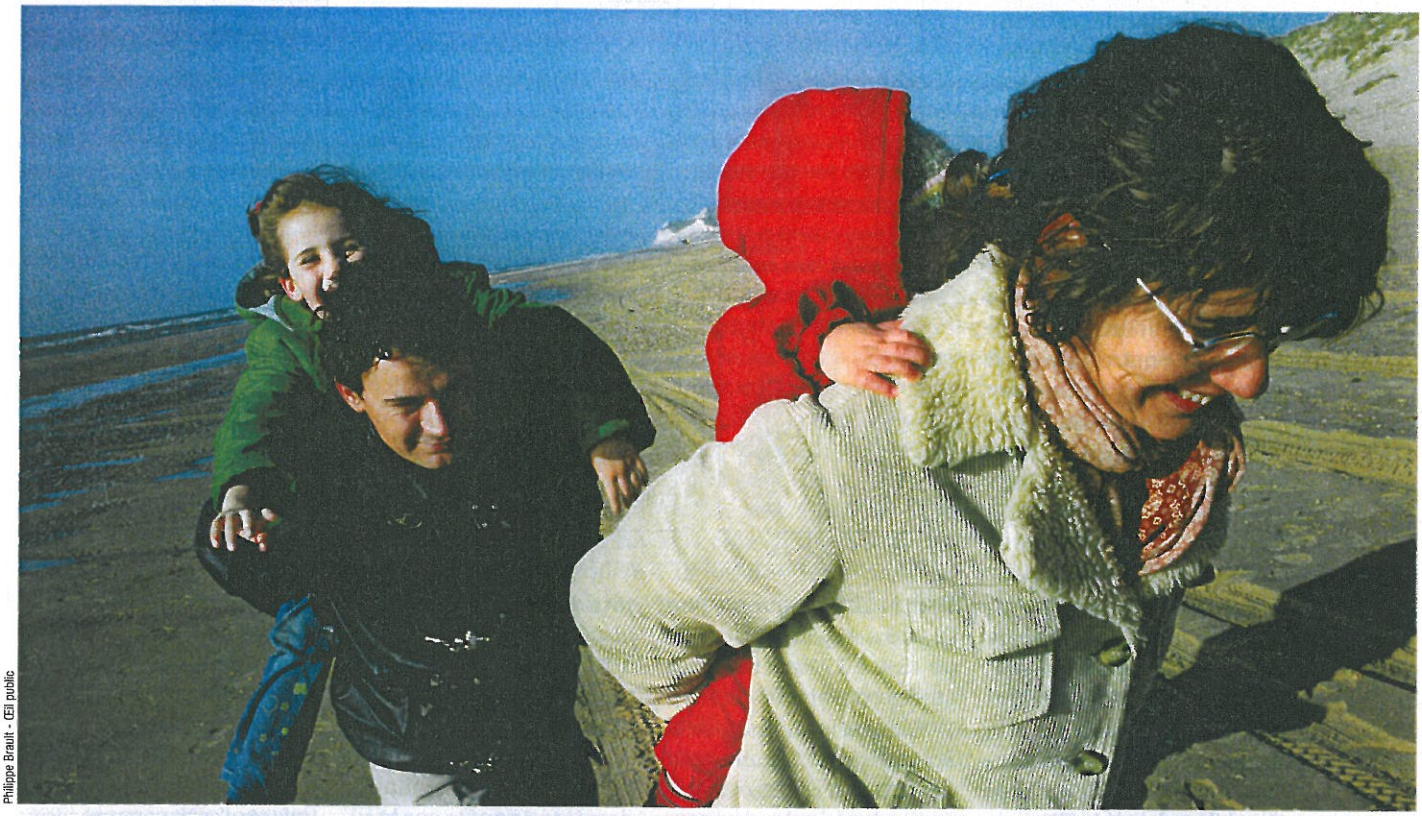
Les enquêtes sur les valeurs révèlent une France qui prône la liberté et l'égalité. Et des règles de justice précises.



Philippe Brault - CEI public

Dans l'univers familial comme dans le monde du travail, les Français valorisent la liberté, mais réclament aussi de nouvelles formes de régulation.

Les Français sont de vrais libéraux

Vivre libres et égaux, tel est l'idéal des Français, pour qui regarde au-dessus de l'horizon des sondages qui n'offrent que des photographies instantanées et de piètre qualité (voir encadré page 41). Deux études permettent de s'en convaincre : l'une, réalisée tous les ans par le ministère de la Solidarité, étudie l'évolution des dispositions des Français à l'égard de la protection sociale (1) ; l'autre, l'enquête Arval, d'envergure européenne, prend le pouls de l'opinion tous les neuf ans depuis 1981 (2).

Premier enseignement de ces travaux, 90 % des personnes interrogées par l'enquête Arval se disent « heureux », autant en 2008 qu'en 1981. Au cours de cette période, le nombre de « très heureux » est même passé de 19 % à 34 %. 73 % se classent entre 7 et 10 sur une échelle de satisfaction au travail comprise entre 1 et 10. Dans une autre enquête européenne, les Français se situent légèrement au-dessus de la moyenne, avec un indice de bonheur de 7,8 sur 10 (3).

Difficile d'en tirer des conclusions claires. A la question « Etes-vous heureux ? », il est difficile de dire « non » : c'est l'estime de soi qui est en jeu. Répondre par la négative implique d'assumer son mal vivre. D'ailleurs tout n'est pas rose : le pourcentage d'optimistes face à l'avenir est passé de 71 % en 2001 à 54 % en 2008, selon l'enquête du ministère de la Solidarité. La crise actuelle rend la situation encore plus difficile. Le chômage progresse, alors qu'il est depuis dix ans le problème dont il faudrait s'occuper en priorité, selon l'enquête du ministère de la Solidarité (seul le <>

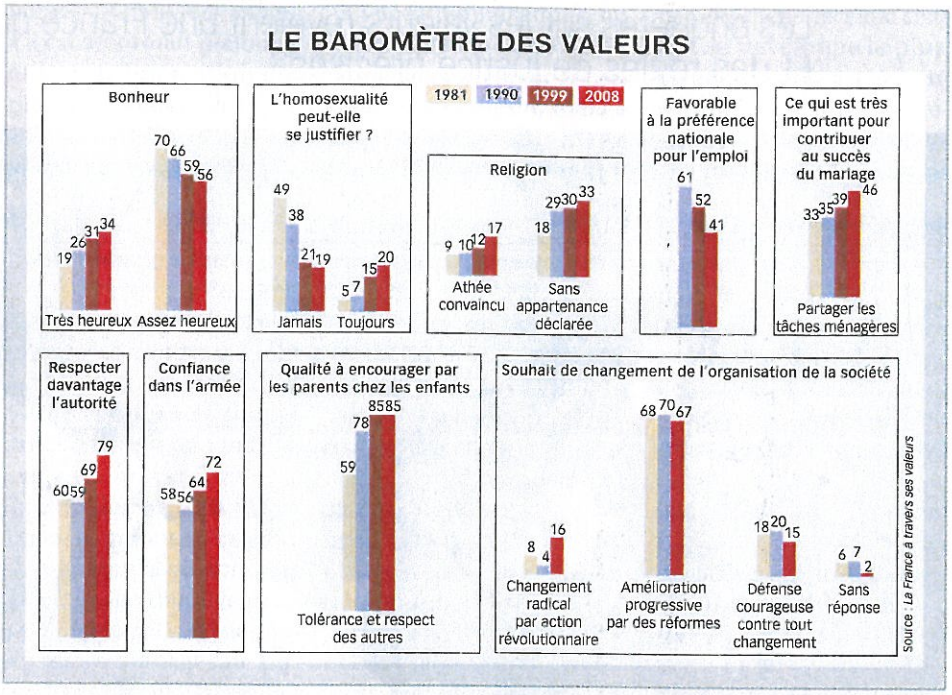
(1) Voir « Suivi barométrique de l'opinion des Français à l'égard de la santé, de la protection sociale, de la précarité, de la famille et de la solidarité. Synthèse des principaux enseignements de l'étude », par BVA opinion, janvier 2009. Accessible sur www.sante.gouv.fr/drees/enqbarom/pdf/synthese2008.pdf

(2) Les résultats en longue période sont analysés dans *La France à travers ses valeurs*, par Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia (dir.), éd. Armand Colin, 2009.

(3) « Second European Quality of Life Survey », par European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, avril 2009. Accessible sur www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2009/02/en/1/EF0902EN.pdf

bruit médiatique a fait de l'insécurité le thème prioritaire en 2002).

Ces réponses tranchent néanmoins avec les discours qui noircissent le tableau, décrivant les Français pessimistes et peu satisfaits. Cette satisfaction affichée traduit une société qui se porte finalement pas si mal. Les tensions sociales et les inégalités qui persistent, voire se durcissent, ne doivent pas masquer le haut niveau de richesse de notre société ; il offre à la majorité de ses membres des conditions de vie (santé, éducation, transports, etc.) enviables à l'échelle de la planète.



Le libéralisme des mœurs

Sur le fond, les Français sont de vrais libéraux. Ils sont loin des ultralibéraux qui voient dans la compétition la seule façon de faire fonctionner une société. Et proches des philosophes du XVIII[e] siècle et de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, qui proclament d'emblée que *« les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits »*. Le libéralisme des mœurs progresse dans le domaine de la vie privée. Pour partie du fait du déclin de l'Eglise, ou du moins de sa capacité à imposer des règles de comportement aux individus. Entre 1981 et 2008, la proportion de « sans religion » est passée de 18 % à 33 %, et celle des athées convaincus de 9 % à 17 %. Selon le ministère de la Solidarité, 42 % seulement des Français estiment que le mariage est le cadre idéal pour une relation de couple, contre 52 % en 2000. Un tiers de la population pense que *« dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants »* : on peut estimer que c'est encore beaucoup, mais en 2000 la proportion atteignait 46 %.

Selon l'enquête Arval, la proportion des personnes qui trouvent que *« l'homosexualité ne peut jamais se justifier »* est passée de 49 % à 19 % entre 1981 et 2008, traduisant au-delà des couples de même sexe une liberté plus grande dans le domaine de la sexualité. La dernière enquête sur le sujet, menée par l'Institut national des études démographiques (Ined) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), a encore confirmé ce changement, notamment le rééquilibrage des rôles entre hommes et femmes (4).

De la baisse du nombre de mariages à l'essor du Pacs, le pacte civil de solidarité, en passant par l'évolution – même lente – du partage des tâches domestiques, un certain nombre de signes traduisent en pratique les évolutions culturelles, dont l'un des fondements majeurs réside dans l'allongement de la scolarité des filles qui a transformé la place des femmes dans la société.

Ce besoin de liberté existe aussi dans la sphère publique. Contrairement à une idée reçue, les Français sont de plus en plus ouverts, au moins dans les discours. L'idée que la tolérance et le respect des autres doivent être considérés comme prioritaires est passée de 78 % à 85 % d'approbation entre 1990 et 2008. Dans ce domaine, il existe souvent un écart avec la pratique, mais de moins en moins de personnes disent refuser d'avoir comme voisins des drogués, des alcooliques, des extrémistes, des gitans ou des étrangers... Concernant ces derniers, les discours de rejet persistent, mais on enregistre depuis plusieurs années une baisse du sentiment de xénophobie (5), confirmée par l'enquête Arval. Ainsi, par exemple, la part des personnes favorables à la préférence nationale pour l'emploi quand les postes sont rares est passée de 61 % à 41 % entre 1990 et 2008. Une enquête effectuée, il est vrai, avant le retournement économique...

Un libéralisme qui concerne aussi l'économie. Selon l'enquête Arval, 96 % des personnes interrogées sont d'accord avec l'idée selon laquelle « la capacité d'entreprendre doit être encouragée », et 75 % pensent que « pour que l'économie marche bien, il faut que les entreprises fassent des profits ». Selon le ministère de la Solidarité, 37 % accepteraient

Réformistes ou révolutionnaires ?

Sur longue période, le classement politique des Français évolue peu. En 1981, 36 % se disaient à gauche, 44 % au centre et 20 % à droite. En 2008, les proportions sont semblables : 37 % pour la gauche, 41 % pour le centre et 22 % pour la droite. Les changements de majorité politique se jouent parmi ces 40 % de centristes, qui basculent dans un camp ou dans l'autre.

Globalement, les Français estiment que le système leur convient. Selon un sondage Sofres (octobre 2008), 61 % des Français croient que le capitalisme est le « moins mauvais des systèmes et qu'il faut l'améliorer », 29 % que « c'est un très mauvais système, il faut en changer ». Selon le ministère de la Solidarité, 67 % pensent qu'il faut améliorer le système par des réformes, 15 % qu'il faut le défendre contre le changement et 16 % qu'il faut changer radicalement la société par une action révolutionnaire. Les partisans d'un bouleversement radical progressent, ils étaient 4 % en 1990, mais ils demeurent nettement minoritaires.

une hausse des impôts ou des cotisations pour financer le revenu minimum d'insertion (RMI), contre 49 % en 2000. Quoi qu'on en pense sur le fond, la politique de libéralisation de l'économie menée à partir de 1983 en France, suivie à partir de 1986 d'importantes privatisations et des baisses d'impôts, a été soutenue par l'opinion publique ou n'a guère rencontré de mouvement d'opposition sur le coup.

Une demande de règles

Pour autant, il existe une demande claire pour des formes de régulation nouvelles au sein de la société. En 1981, quand on leur demandait de choisir entre liberté et égalité – une alternative contestable au demeurant –, 53 % des Français privilégiaient la première et 32 % la seconde, selon l'enquête Arval. En 2008, les proportions se sont inversées : 57 % favorisent l'égalité et 40 % la liberté. 70 % des Français jugent que la société est injuste, selon le ministère de la Solidarité, 80 % que les inégalités ont augmenté et vont augmenter.

Après la poussée émancipatrice des années 1970, un retour de l'autorité se manifeste à compter des années 1980. Ainsi, entre 1990 et 2008, la part de ceux qui pensent qu'il faut « en priorité respecter l'autorité » est passée de 59 % à 79 %, selon l'enquête Arval. Et la proportion de ceux qui pensent qu'il faut « encourager les bonnes manières chez les enfants » de 53 % à 71 %. Les Français accordent une confiance plus grande à l'armée (passée de 59 % à 79 %) et à la police (67 % à 73 %), ce qui peut expliquer l'écho rencontré par un discours sécuritaire.

Dans la sphère publique, s'ils pensent que la concurrence reste le meilleur système pour faire tourner la machine, les Français interrogés estiment aussi de moins en moins (de 49 % à 40 % entre 1990 et 2008) que cette concurrence « est une bonne chose ». La part de ceux qui pensent que les nationalisations devraient être développées reste minoritaire (20 %), mais elle a doublé entre 1999 et 2008. Et encore, toutes ces données ont été mesurées avant la crise économique.

Les services publics de santé, d'enseignement ou de sécurité sociale ont la cote : plus des trois quarts des Français leur font une « grande ou assez grande confiance ». Selon l'enquête du ministère de la Solidarité, plus de 53 % des personnes interrogées pensent que l'Etat n'intervient pas assez, contre 14 % qui estiment qu'il intervient trop. « *La demande de régulation de l'Etat sur les entreprises et de protection sociale, notamment à l'égard des chômeurs, s'est sensiblement accrue*, écrivent les auteurs de l'enquête Arval. *La hausse de la défiance des Français vis-à-vis de l'économie de marché au profit de davantage de régulation, semble largement transcender les catégories sociodémographiques, suggérant un véritable phénomène national.* »

> Les services publics ont la cote : plus des trois quarts des Français leur font une « grande ou assez grande confiance »

Les Français sont-ils schizophrènes ?

Libéraux ou régulateurs ? Les Français seraient-ils schizos ? Il existe deux façons d'interpréter ces résultats. On peut penser qu'il est simple de faire parler les chiffres, et c'est vrai. Suivant les *items* utilisés, la formulation des questions ou le contexte, il est facile de tirer les valeurs dans un sens ou dans un autre. Il existe une part de flou qui correspond d'ailleurs aux hésitations que tout un chacun peut entretenir. On peut aussi estimer que ces données reflètent un ensemble de valeurs complexes qui peuvent parfois entrer en opposition. Exactement comme l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme, qui proclame la liberté « *droit naturel et imprescriptible* », et l'article 4, qui annonce qu'elle « *consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui* ». Tout est dit.

Au final, les enquêtes sur les valeurs laissent apparaître une société où les individus valorisent leur émancipation, mais réclament en même temps des règles précises de justice pour assurer le bon fonctionnement d'ensemble. « *Après une période de désacralisation et de disqualification, le principe d'autorité se voit de plus en plus relégitimé (...). Cependant, on n'enregistre aucune volonté de retour à des relations sociales hiérarchiques et autoritaires, mais une simple demande d'ordre public qui ne remet aucunement en cause la continuation de l'exigence de liberté privée* », écrivent les auteurs de l'enquête Arval.

« *Si l'évolution des valeurs n'a rien à voir avec un repli individualiste ou à l'inverse un retour à l'ordre moral, c'est en fait la progression de l'humanisme qui constitue la tendance la plus marquée de ces dernières décennies* », concluent-ils. Bonne nouvelle, non ? **Louis Maurin**

(4) Voir *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre, santé*, par Nathalie Bajos et Michel Bozon (dir.), Nathalie Beltzeer (coord.), éd. La Découverte, 2008. Eléments disponibles sur http://csf.kb.inserm.fr/csf/Accueil.html

(5) Voir « Quelle xénophobie en France ? », par Guillaume Roux, *Futuribles* n° 319, mai 2006.

Faut-il croire les sondages ?

La plupart des sondages publiés n'ont qu'un très faible intérêt. Beaucoup sont commandés par des médias pour faire parler d'eux ou par les gouvernements pour justifier telle ou telle mesure. Un chiffre jeté en pâture permet d'indiquer que « les Français pensent que », alors qu'une même question posée différemment aboutit à une donnée inverse, les intitulés sont souvent peu clairs, le contexte du moment interfère...

Seules des enquêtes réalisées sur plusieurs années ont un véritable intérêt, car elles situent le niveau des réponses mais aussi, et surtout, leur évolution. Il reste toujours des difficultés, notamment le fait qu'une partie de l'opinion ne répond jamais aux sondages : on ne connaît donc que l'opinion qui veut bien s'exprimer. Il n'en demeure pas moins que la seule façon d'apprécier le jugement de la population, c'est bien de lui demander, ce qui reste une information intéressante. Encore faut-il prendre les réponses pour ce qu'elles sont : des réponses à un sondeur, qui n'engagent à rien. On connaît, par exemple, le grand écart qui existe entre les discours sur l'égalité entre hommes et femmes et les résultats sur le terrain du partage des tâches domestiques...

POUR EN SAVOIR PLUS

La France à travers ses valeurs, par Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia (dir.), éd. Armand Colin, avril 2009.

http://valeurs-france.fr : un certain nombre de résultats y sont disponibles.

L'état de l'opinion 2009, par Olivier Duhamel et Brice Teinturier, éd. TNS-Sofres/Seuil, 2009.